



Imaginer demain



croix-rouge française



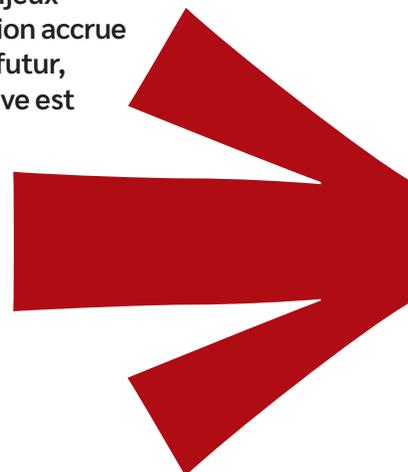
« Demain ne sera pas comme hier. Il sera nouveau et il dépendra de nous. Il est moins à découvrir qu'à inventer. »

— Gaston Berger, *Phénoménologie du temps et prospective*

Depuis maintenant plusieurs mois, la guerre gronde au cœur de l'Europe et aux portes de l'Union européenne. Crise inédite depuis la Seconde Guerre mondiale, le conflit en Ukraine constitue une situation d'urgence humanitaire majeure. Depuis son début, près de 30 sociétés nationales, dont la Croix-Rouge française, sont mobilisées au quotidien pour venir en aide aux populations, en Ukraine, aux frontières et sur le territoire national. En cette période de conflit armé, la force du mouvement humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge, sa capacité de coordination et d'action, apparaissent plus que jamais nécessaires.

La guerre frappe en Europe au moment où le monde connaît une convergence de crises majeures (sociale, environnementale, sanitaire et économique), qui sont autant de terrains d'intervention pour l'action humanitaire. « *Face à cet horizon de crises, nous sommes convaincus que la Croix-Rouge française a un rôle historique, une place particulière à tenir auprès des populations les plus vulnérables. C'est notre raison d'être* », explique Philippe Da Costa, président de la Croix-Rouge française.

Le monde d'après, aussi alarmant soit-il, est déjà là. Pour « imaginer demain », il nous faut trouver collectivement des réponses aux enjeux de l'époque. Cette mission d'anticipation passe par une observation accrue du monde : le terrain de la prospective, ce n'est pas seulement le futur, c'est également le présent. Observer, anticiper, agir : la prospective est au service de l'action et de l'élaboration de solutions concrètes. L'étude *Anticiper 2030 : crises, transformations et résilience*, menée par Futuribles et la Croix-Rouge française, a été le lieu de cette réflexion sur les crises de demain et d'une exploration des solutions de résilience.



Ce travail prospectif a nourri la Stratégie 2030 de la Croix-Rouge française et a fixé les grandes orientations autour d'une vision commune du futur. Cette exploration donne les moyens de penser la transformation de l'institution, comme le souligne Philippe Da Costa : « *Pour renforcer la résilience des populations, nous devons également assurer celle de notre propre organisation. Nous avons donc besoin d'anticiper et d'innover afin de pouvoir agir en conséquence.* »

Leviers de résilience pour l'institution, la connaissance et l'anticipation sont aussi des enjeux cruciaux pour l'accompagnement des populations. Ce cahier offre un panorama des bouleversements que nos sociétés seront peut-être amenées à traverser. Les enjeux auxquels nous faisons face sont nombreux ; mais, partout dans le monde, des femmes et des hommes inventent de nouvelles manières de faire, de (re)créer du lien, de protéger et de porter secours. Les initiatives que nous présentons dans ce cahier sont autant de graines de futur pour une société plus inclusive et plus solidaire, qui fait de la puissance du collectif le moteur de son action.

Nous connaissons d'autres crises, mais les résiliences humaines ouvrent la voie à des transformations profondes. L'observation, l'analyse et l'anticipation nous donnent les clés pour préparer les crises futures et nous en relever. « *On a longtemps parlé d'un monde en transition ; nous entrons désormais dans un monde de ruptures. Pour accompagner ces ruptures, le lien social, l'humain et l'écoute seront essentiels. Nous nous attelons à la Croix-Rouge à consolider et à approfondir ces liens, afin de permettre aux populations de mieux faire face à ces nombreux défis* », rappelle Philippe Da Costa.

Une chose est certaine : la Croix-Rouge continuera d'être le témoin vigilant des bouleversements de l'époque et un acteur central de l'urgence dans un monde peut-être plus fracturé. Grâce à la dimension universelle de son action, la Croix-Rouge est un tiers de confiance privilégié. Ses trois piliers stratégiques répondent à chaque temps de la crise : en amont, en préparant et en éduquant ; pendant, en portant secours et en protégeant ; après, en aidant les populations à se relever, en tissant des liens pour prévenir les crises suivantes. Les pages de ce cahier sont donc autant de questions, de solutions, de pistes de réponse pour pouvoir agir et construire ensemble le chemin vers demain.

SOMMAIRE

**Les mots que nous faisons tous
sembler de comprendre** — page 6

**Bienvenue à l'ère des crises
systémiques** — page 8

**En chiffres : la pauvreté
et les inégalités** — page 10

Baromètre d'une société en tension
— page 11

Un monde de migrations — page 12

L'Europe face au sans-abrisme
— page 13

Dans la tête des Français — page 15

Le futur en germe — page 17

**La Croix-Rouge au cœur de la fournaise
des étés à venir** — page 20

En chiffres : le dérèglement climatique
— page 22

Panorama de la résilience — page 23

**De la préparation au rebond : précis de
résilience à l'usage de l'action solidaire**
— page 24

Se préparer au risque, ça s'apprend
— page 25

**Ce que nous apprend la fiction
sur la vieillesse** — page 27

Regards sur l'enfance — page 29

Quel futur pour la jeunesse ? — page 30

Comment s'engagera-t-on demain ?
— page 32

LES MOTS QUE NOUS FAISONS TOUS SEMBLANT DE COMPRENDRE

Il y a des mots que nous avons souvent entendus ces derniers temps (*résilience*, pour ne pas le nommer), et puis il y en a d'autres qui sont beaucoup, beaucoup plus discrets. Par exemple, savez-vous ce qui se cache derrière l'acronyme NEET ? Célèbres ou non, savons-nous vraiment ce que veulent dire ces termes quand nous les employons ? Tour d'horizon de ce nouveau lexique qui, loin de regrouper des mots « dans l'air du temps », esquisse le devenir de nos sociétés.

ILLECTRONISME

NEET POST-VÉRITÉ

RÉSILIENCE

TIERS-LIEU

RISQUES

SYSTEMIQUES

RÉSILIENCE

Hérité du champ de la mécanique, le mot *résilience* désigne la capacité d'un matériau à absorber un choc sans se rompre. Transposé dans la sphère sociale, le terme qualifie la faculté des personnes et des populations exposées à des périls, à des catastrophes ou à des crises d'y faire face, de s'adapter, de se relever et de retrouver une vie digne et autonome. Cette notion est au cœur de la philosophie du Mouvement Croix-Rouge, qui vise « à protéger et relever sans condition les personnes en situation de vulnérabilité et à construire avec elles leur résilience ». Ce relèvement passe par le rétablissement de conditions de vie dignes, en fournissant hygiène, repas, sécurité, mais aussi intimité et repos, pour permettre aux personnes fragilisées de rebondir et de retrouver une vie normale. Accueillir, protéger et relever : à l'heure où les crises se multiplient, la Croix-Rouge fonde sa conception de la résilience sur l'entraide, la solidarité et le lien social.

ILLETRONISME

Qu'est-ce que l'« illettronisme », à part un mot avec beaucoup de consonnes ? Ce terme apparu récemment désigne la difficulté, voire l'incapacité à utiliser les outils numériques. Les personnes âgées, par exemple, sont souvent affectées, puisqu'elles ont grandi (et en grande partie vécu) sans Internet ni téléphone portable. En France, 10 % de la population ne se connecte jamais à Internet. À l'instar des personnes âgées, les personnes à bas revenu sont davantage concernées par ce phénomène, qui touche près d'un quart d'entre elles. Cette situation, que l'on qualifie de « fracture numérique », s'avère préoccupante, car de plus en plus de démarches, notamment administratives, s'effectuent en ligne.

RISQUES SYSTÉMIQUES

En 1986, un réacteur nucléaire explose à Prypiat, dans l'actuelle Ukraine. Les conséquences sanitaires et environnementales sont colossales, faisant de Tchernobyl la plus grande catastrophe nucléaire du xx^e siècle. Bien que des normes de sécurité très strictes encadrent les sites industriels, ceux-ci ne sont pas à l'abri d'un accident, dont les répercussions peuvent être multiples et s'étendre au sein de la société. On qualifie ce type de risques de « systémiques », car ils sont susceptibles d'avoir un impact à différents niveaux et de provoquer des crises en série. Ainsi, la pandémie de Covid-19 n'a pas eu que des conséquences sanitaires, mais a eu des effets néfastes sur l'activité économique, l'emploi, les chaînes de production et d'approvisionnement, etc. Les crises systémiques sont appelées à se multiplier, à cause à la fois des dégradations environnementales et de la forte imbrication des économies due à la mondialisation, rendant nécessaire la préparation à ce type de risques.

POST-VÉRITÉ

Nous serions entrés dans une « ère de la post-vérité », dans laquelle toutes les opinions, des plus sérieuses aux plus farfelues, ont droit de cité. Concrètement, cela signifie que plus personne ne se soucie de la vérité : certaines informations, bien que fausses, deviennent virales sur Internet. Les réseaux sociaux ont très largement participé à ce phénomène, puisque chacun peut y exprimer ses opinions sans qu'elles soient toujours vérifiées. De la Terre plate à la 5G dans les vaccins, les exemples foisonnent. Des pratiques qui ne sont pas nécessairement nouvelles, mais qui ont acquis une puissance décuplée grâce au numérique. Durant la pandémie de Covid-19, beaucoup de fausses informations ont circulé, notamment sur les traitements ou les vaccins. Une diffusion qui peut porter préjudice à l'action des autorités scientifiques et gouvernementales, mais également à celle des acteurs de la société civile.

NEET

NEET ? Cet acronyme signifie « *Not in Employment, Education or Training* », ce qui se traduit par « Ni employé, ni étudiant, ni en formation ». C'est une classification sociale utilisée pour parler des jeunes entre 15 et 24 ans qui sont, comme le nom l'indique, éloignés du système éducatif, du marché du travail ou de la formation. Plusieurs cas de figure : il peut s'agir de jeunes diplômés qui cherchent un emploi ou de jeunes qui ont arrêté leurs études et ne parviennent pas à s'insérer dans la vie professionnelle. Une situation plus fréquente que l'on ne le croit : les NEET représentent 13 % des 15-24 ans, soit près d'un million de personnes. Et pour la moitié d'entre eux, la situation dure depuis plus d'un an.

TIERS-LIEU

Apparu dans les années 1990 sous la plume du sociologue américain Ray Oldenburg, le terme *tiers-lieu* désigne un « troisième lieu », qui n'est ni le domicile (le premier lieu) ni le travail (le deuxième lieu). C'est donc un lieu un peu à part et difficilement classable. Espace de rencontre et de discussion, on peut y trouver différents services, voire parfois y pratiquer des activités. Chaque tiers-lieu est différent et répond à ce que l'on décide d'en faire : certains sont orientés vers le travail, comme les espaces de coworking, d'autres mettent à disposition des machines – ce sont les fablabs. Il existe également des tiers-lieux à visée culturelle, proposant spectacles et expositions. Leur point commun ? Créer des espaces de partage et d'échange où se développent les liens sociaux au sein de communautés solidaires.

BIENVENUE À L'ÈRE DES CRISES SYSTEMIQUES

Sommes-nous entrés dans une nouvelle période marquée par des crises systémiques plus fréquentes ? La multiplication des interdépendances et des relations accroît en effet l'exposition à ce type de risques, car les activités, les technologies, les populations et les territoires sont fortement intriqués. D'autre part, les dégradations environnementales vont entraîner une hausse des événements météorologiques extrêmes, laissant présager des crises qui pourraient à l'avenir se répandre à l'ensemble d'un système plus fragile que prévu. La pandémie de Covid-19 a été l'illustration de cet « effet domino » et des interactions entre crises écologique, sanitaire, socio-économique, politique, voire morale, responsables d'une déstabilisation durable des sociétés. Et si ce type de crise devenait la nouvelle norme dans le futur ?

La situation n'était certes pas aussi critique que dans *Contagion*, le film (prémonitoire ?) de Steven Soderbergh sorti en 2011, où un virus mortel ébranle les fondements de la société dans une atmosphère de fin du monde. Mais la crise de la Covid aura quand même paralysé le monde entier pendant des mois, avec à la clé une crise économique mondiale, des tensions géopolitiques exacerbées et des pénuries temporaires sur certains produits. Bref, tout un système a vacillé sous l'effet d'un virus hautement contagieux qui s'est propagé sur la planète à la vitesse grand V.

Une illustration parfaite, finalement, de l'« effet papillon » : le patient zéro tousse en Chine et, quelques semaines plus tard, on s'arrache des sachets de farine et des rouleaux de papier toilette en France.



Des usines de semi-conducteurs ferment en Asie (où se concentre l'essentiel de la production), et, après le bois et l'aluminium, on nous annonce une possible pénurie de carton. Les dépendances sont si fortes au niveau mondial qu'il suffit d'un bug dans la matrice à un endroit pour chambouler tout le reste. Même constat en ce qui concerne les infrastructures numériques : à force de vouloir tout digitaliser, on crée de nouvelles dépendances et, avec elles, de nouveaux risques sur des services essentiels. Combien d'hôpitaux, par exemple, sont paralysés par des cyberattaques ou victimes de pannes informatiques chaque année ?

Crises (éco) systémiques : cela ne fait que commencer

Des centaines de milliers de morts aux nombreuses destructions d'emplois, en passant par les craintes d'un affaiblissement des démocraties, la crise de la Covid coche toutes les cases de la définition d'une crise « systémique ». Le phénomène serait déjà suffisamment grave s'il était ponctuel ou exceptionnel, mais les vulnérabilités qu'il a mises en lumière laissent présager le pire et appellent à une mobilisation pour l'avenir.

Pour commencer, le scénario pandémie pourrait bien se répéter – et peut-être même plus gravement, a prévenu l'OMS fin 2020. Accusée de favoriser la contamination de la faune sauvage à l'humain, la dégradation de la biodiversité à coups d'urbanisation et de déforestation expresses est en cause. De même que l'élevage intensif, qui peut faciliter la transmission des germes. Sans oublier le réchauffement climatique, qui pourrait faire fondre les sols gelés de Sibérie, dans lesquels des chercheurs ont découvert des bactéries résistantes aux antibiotiques, faisant craindre les pires scénarios catastrophes si jamais celles-ci venaient à être libérées.

Ensuite, si l'état du monde est encore loin du *Journal d'après* (2004), où la ville de New York est ravagée par des inondations et des tornades cataclysmiques, le fameux « monde d'après » dont on parle depuis la crise de la Covid verra très certainement les événements climatiques se multiplier et s'intensifier dans le courant du siècle. Que l'on pense aux déplacements massifs de population que

cela continuera d'entraîner (216 millions de personnes d'ici à 2050, selon la Banque mondiale) et aux régions du monde qui seront encore déstabilisées par les sécheresses, comme au Darfour, dont le conflit avait été qualifié par l'ONU en 2007 de « première guerre du changement climatique ». Des effets en cascade que craignent aussi les populations subissant la fonte des glaciers de l'Himalaya : entre l'assèchement des sources d'eau et les inondations massives, le phénomène perturbe déjà les ressources en eau dont elles dépendent. Ou comment une crise en amène une autre...

Conjuguer l'action humanitaire au futur

Face à cette avalanche de crises qui se profile, l'adaptation à ces nouveaux aléas devient une priorité absolue, et les solutions innovantes sont de mise. Cas d'école en la matière, la ville de Rotterdam s'est efforcée d'adapter sa gestion des eaux afin de se protéger contre la montée des eaux et les pluies abondantes. Outre ses digues et toits végétalisés, mentionnons l'emblématique Water Square, dont les bassins de jeux sont capables de retenir près de 2 millions de litres d'eau.

Peu à peu, une « culture du risque » (systémique) se construit, et avec elle la résilience des populations sur le plus long terme. Pour « faire face aux crises prolongées et prévisibles », l'approche dite « Nexus » coordonnée par l'Union européenne souhaite ainsi lier « l'aide humanitaire, le développement et la consolidation de la paix ». Plus que jamais tournée vers le futur, une nouvelle philosophie de l'action humanitaire émerge, incarnée entre autres par la plateforme Anticipation Hub déployée par la Croix-Rouge allemande en 2020. Son objectif est de favoriser les échanges entre différents acteurs (scientifiques, ONG, gouvernements, populations à risque...) et de mettre en place des actions anticipatrices. Aux grandes crises, les grands moyens : demain, surveillance spatiale, télémédecine et livraison par drone à grande échelle devraient s'intégrer plus largement à la panoplie humanitaire. Et si, pour éviter la catastrophe, il fallait désormais la considérer comme certaine ?



Durant la pandémie, la Croix-Rouge canadienne, en partenariat avec le gouvernement et les autorités sanitaires, a mis en place une force humanitaire civile. Comment ça marche ? Tout d'abord, une grande campagne de recrutement a été lancée en 2020 pour regrouper des travailleurs humanitaires avec des compétences très diversifiées (médecins, infirmiers, gestionnaires de site, etc.). Une fois recrutées, ces personnes ont été formées et équipées. Seule obligation : travailler (soit en tant que salarié, soit

en tant que bénévole) au moins quatre semaines. L'objectif ? Disposer d'une force humanitaire pouvant être mobilisée pour venir en renfort des soignants, notamment lors des pics épidémiques. Durant la crise de la Covid-19, cette force humanitaire a représenté une réponse efficace pour venir en aide aux populations.

EN CHIFFRES : LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS

PAUVRETÉ **14,8 %**

C'est le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté en France selon les derniers décomptes disponibles, soit 9,3 millions de personnes. Comment définit-on la pauvreté ? L'Insee a fixé un seuil à 60 % du revenu médian national : en 2021, cela représente 1 063 € nets mensuels. La pauvreté a baissé de façon discontinue jusqu'en 2005, année où elle a atteint son plus bas niveau historique. Depuis, elle augmente tendanciellement et est passée de 12,7 % en 2005 à 14,6 % en 2020.

QUARTIERS **1500**

Le lieu de résidence peut aussi constituer un facteur discriminant. La France compte actuellement 1 500 QPV (quartiers de la politique de la ville), considérés comme sensibles car concentrant la pauvreté. Les enfants habitant dans un QPV cumulent deux fois plus fréquemment un retard scolaire d'au moins un an à leur entrée en sixième. La concentration des facteurs de pauvreté et d'exclusion dans ces territoires localisés se double d'un « effet quartier » qui contribue à la perpétuation, voire à l'accentuation de ces inégalités.

ILLETTRISME **2,5**

Parmi les 18-65 ans ayant été scolarisés en France, 2,5 millions de personnes sont illettrées (soit 7 %), c'est-à-dire qu'elles ne disposent pas des bases de la lecture et de l'écriture pour être autonomes dans la vie quotidienne. Les nouvelles technologies sont également concernées par un phénomène du même ordre, l'« illettronisme » (voir définition p. 6), qui représente 10 % de la population en incapacité d'utiliser des outils numériques. Ce chiffre recouvre des réalités socio-économiques diverses : un quart des personnes à bas revenu et 44 % des plus de 70 ans sont touchés.

FEMMES **9,9 %**

Les inégalités économiques entre les hommes et les femmes restent très marquées : à conditions équivalentes de secteur, de temps de travail et d'âge, les femmes gagnent en moyenne 9,9 % de moins que les hommes. Elles sont également plus nombreuses à disposer de contrats précaires : près de deux tiers des CDD et des contrats intérimaires concernent des femmes. Mais surtout, les femmes n'ont toujours pas brisé le plafond de verre, et les postes de direction et à hautes responsabilités demeurent majoritairement occupés par des hommes.

ÉTUDES SUPÉRIEURES **29 %**

En 2019, 49 % des 25-34 ans étaient diplômés du supérieur. Mais ce chiffre chute à 29 % sur la population des enfants d'ouvriers, ce qui contraste avec les données relatives aux enfants de cadres ou de professions intellectuelles supérieures : 80 % de cette catégorie sociale est diplômée du supérieur. L'origine sociale entraîne donc des inégalités en matière de diplômes qui ont des conséquences sur le parcours professionnel. Rappelons également que 30 % de la population de plus de 15 ans n'est pas allée au lycée.

AIDE ALIMENTAIRE **25 %**

La crise sanitaire a entraîné une augmentation de 25 % des besoins en aide alimentaire : en 2020, la Croix-Rouge française a constaté une aggravation de la situation des plus pauvres et le basculement de nouveaux publics dans la précarité. Les structures d'aide alimentaire de la Croix-Rouge française accueillent donc de nouveaux profils : + 64 % de chômeurs, + 63 % de travailleurs pauvres, + 40 % de personnes en situation de grande exclusion, + 37 % de retraités, + 23 % d'étudiants, de travailleurs indépendants et de commerçants.

BAROMÈTRE D'UNE SOCIÉTÉ EN TENSION



Fracturée au point d'en être parfois qualifiée d'« archipel », la société française concentre un certain nombre de divisions profondes, à la fois territoriales, économiques, politiques et numériques. L'étude *Fractures françaises*, menée chaque année par la Fondation Jean Jaurès et Ipsos, révèle dans son édition de 2022 un niveau toujours élevé de défiance dans la population, et une attente partagée de changements en profondeur qui est exprimée par 68 % des répondants.

En qui les Français ont-ils confiance ?

→ En l'Assemblée nationale 38 %

Les Français se méfient davantage des instances de représentation nationale.

→ En leur maire 64 %

Les institutions de la démocratie locale sont épargnées par la crise de confiance : le maire est la figure politique en laquelle le plus de Français placent leur confiance.

→ En l'armée 78 %

Les Français accordent une confiance bien plus élevée aux institutions régaliennes ou de protection, comme les hôpitaux, l'armée ou bien la police nationale.

→ En l'Éducation nationale et l'enseignement supérieur 56 %

Un score élevé mais inférieur à la moyenne européenne (65 %) et mondiale (75 %).

→ Aux autres

Pas moins de deux tiers des Français estiment que l'« on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ».

Un climat social dégradé...

60 % des Français considèrent la société française comme injuste.

Le climat social est caractérisé par une prépondérance des sentiments négatifs sur les dix dernières années : au printemps 2021, 40 % des Français mentionnent la lassitude comme état d'esprit prédominant (non exclusif).

La peur de basculer dans la pauvreté touche 57 % de la population (en hausse de trois points par rapport à 2019).

En 2021, les plaintes déposées pour crimes et délits envers des personnes LGBTQI+ ont augmenté de 12 % en France par rapport à 2019 selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Depuis 2016, le nombre d'actes anti-LGBT a doublé.

... mais un attachement à la solidarité publique qui reste fort

66 % des Français pensent que la solidarité devrait avant tout être l'affaire de l'État, des collectivités locales ou de la Sécurité sociale, un chiffre en hausse de 19 points depuis 2013.

La part des Français estimant que la Sécurité sociale coûte trop cher est en baisse tendancielle : 39 % jugeaient en 2019 qu'il était plus important de réduire le déficit que de maintenir le niveau actuel de prestations, contre 47 % en 2015.

UN MONDE DE MIGRATIONS

Février 2022 : le début du conflit ukrainien marque le retour de la guerre sur le sol européen. Depuis cette date, plus de 5,6 millions de personnes fuyant l'Ukraine ont été enregistrées à travers l'Europe, selon le Haut commissariat pour les réfugiés. L'été précédent, la prise de pouvoir des talibans poussait des milliers de ressortissants afghans à partir en exil pour fuir la profonde crise politique, économique et humanitaire qui frappe leur pays. Des mouvements de population qui devraient augmenter dans les années à venir, sous l'effet conjoint des conflits dans le monde et des changements climatiques.

Les migrations internationales à destination de l'Europe et de la France sont appelées à se poursuivre, voire à se renforcer dans les dix prochaines années, alors que le contexte mondial apparaît de plus en plus instable. Les crises politiques et écosystémiques ainsi que la détresse humanitaire frappant certaines régions particulièrement fragiles dégradent durablement le contexte sécuritaire. La migration est ainsi l'un des cinq défis majeurs identifiés dans la Stratégie 2030 par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Quatre facteurs majeurs sont à l'origine des migrations internationales. En premier lieu, les conflits et troubles civils, qui sont à l'origine d'importants mouvements de population, comme lors du conflit syrien ou de la crise afghane. Les crises climatiques accélèrent aussi les migrations, surtout dans les pays pauvres agricoles touchés par la désertification. La pression démographique et économique pousse les populations à émigrer. Enfin, les persécutions politiques ou liées à des pratiques socioculturelles discriminatoires, comme l'intolérance face aux orientations sexuelles, peuvent inciter à l'exil. Ces facteurs sont étroitement corrélés : la raréfaction de l'accès aux ressources et le stress hydrique et alimentaire sont responsables de tensions économiques et géopolitiques, de déstabilisation des sociétés, voire de conflits.

L'accueil et l'accompagnement des personnes exilées

Alors que la question migratoire s'impose donc comme l'une des pierres angulaires de l'action humanitaire dans

les années à venir, la coopération entre les différents acteurs des pays concernés par les parcours migratoires sera déterminante. Une coordination accrue devra permettre une meilleure connaissance des trajectoires individuelles : santé, éducation, suivi de droit, modalités de l'accueil citoyen, insertion par l'activité, relations avec la famille, etc. En France, le renforcement des capacités d'accueil ainsi que la lutte contre la précarité et l'isolement social des personnes migrantes seront essentiels pour construire la résilience de ces populations. Du fait du parcours traumatique des personnes exilées, une attention spécifique à la santé mentale doit être apportée, ainsi qu'une prise en compte de la vulnérabilité particulière de certains publics, comme les mineurs non accompagnés. Cette donnée rend nécessaire un travail de formation auprès des acteurs, par exemple pour identifier les victimes de traite.

Au niveau français comme européen, le cadre légal apparaît largement inadapté et dépassé par la problématique migratoire. La difficulté à gérer de façon harmonisée la crise d'accueil des personnes migrantes en 2015-2016 a mis en lumière le besoin de renforcer les capacités d'accueil et de fournir un effort d'éducation et de sensibilisation des populations des pays d'accueil. Pour garantir un accueil et un accompagnement dignes, il est nécessaire d'œuvrer à une meilleure coopération des États en faisant évoluer le « système de Dublin », qui oblige la personne migrante à déposer sa demande dans son pays d'arrivée sur le territoire de l'Union.



900 000

C'est le nombre de réfugiés arrivés sur le territoire allemand en 2015. En 2014 et 2015, les conflits au Moyen-Orient ont provoqué l'exil massif de populations vers l'Europe. Pour pouvoir les accueillir, la Croix-Rouge allemande a dû voir les choses en grand : elle a mis sur pied deux centres d'hébergement d'une

capacité de 5000 personnes chacun. Ces immenses « salles d'attente » ont nécessité une organisation considérable : au total, 65 000 lits de camp ont été acheminés vers les centres, 130 000 kits d'hygiène ont été distribués et 440 000 parures de lit jetables ont dû être achetées. Pour y parvenir, des milliers de volontaires ont également mis du cœur à l'ouvrage. Une première étape avant de diriger les personnes réfugiées vers les 490 centres d'hébergement classique que compte le pays. Cette démonstration impressionnante d'accueil d'urgence ouvre la voie pour penser le futur des crises humanitaires : les tensions géopolitiques et le réchauffement climatique pourraient en effet entraîner des déplacements massifs de population dans les années à venir...

LEXIQUE

Réfugiés, demandeurs d'asile, migrants, immigrés... Autant de termes qui évoquent l'exil, sans que l'on sache parfois en saisir toutes les nuances. Mais comme le rappelle le Haut commissariat pour les réfugiés, le choix des mots est important, mal les choisir pouvant porter préjudice aux personnes déracinées. Le terme *migrant* est le plus général : il désigne avant tout une personne qui a quitté son pays pour vivre dans un autre. *L'immigré*, c'est celui qui est né à l'étranger et qui réside dans un autre pays, dont il peut avoir la nationalité ou non. *Réfugié* est quant à lui un statut défini par la convention de Genève de 1951. Il renvoie à une personne déplacée en raison de persécutions dans son pays d'origine. On parle enfin de *demandeur d'asile* pour évoquer une personne qui sollicite la protection d'un autre pays que le sien mais qui n'a pas encore été reconnue comme réfugié.

MINEURS

16760

C'est le nombre de mineurs non accompagnés déclarés en France en 2019. En 2016, ils étaient environ 8 000 : leur chiffre a donc doublé. Les mineurs non accompagnés présents sur le territoire français sont à très grande majorité (95,5 %) des garçons âgés de 15 à 18 ans originaires d'Afrique de l'Ouest. Du fait de leur âge et de leur isolement, ces jeunes sont très vulnérables.

SECOURS

33500

Depuis février 2016, l'ONG SOS Méditerranée a secouru 33 500 personnes qui tentaient la traversée de cette mer qui sépare l'Afrique et l'Europe, où les naufrages se multiplient ces dernières années. D'après l'Organisation internationale pour les migrations, au moins 20 000 migrants y ont trouvé la mort depuis 2014.

MIGRANTS

280

C'est en millions le nombre de personnes migrantes dans le monde en 2020, soit environ 3,6 % de la population mondiale, selon le Centre d'analyse des données migratoires mondiales de l'OIM. Parmi ces migrants, 11 millions (l'équivalent de la population de la Belgique) sont des enfants. Le nombre de migrants augmente depuis 2010, et ce phénomène pourrait se renforcer.

PAUVRETÉ

2,5

Le taux de pauvreté des personnes vivant au sein d'un ménage immigré est 2,5 fois plus important que la moyenne nationale. Les immigrés sont particulièrement touchés par la pauvreté : ils ont un niveau de vie médian en moyenne inférieur de 35 % aux personnes non immigrées. Un écart important, qui varie également selon le pays d'origine des personnes considérées.

ASILE

130 000

En 2019, environ 130 000 demandes d'asile ont été enregistrées en France. Un nombre qui a doublé par rapport à 2014. Cette augmentation de l'arrivée de demandeurs d'asile fragilise le système d'hébergement d'urgence français, déjà fortement saturé : 94 % des places sont occupées, malgré les efforts réalisés ces dernières années pour augmenter la capacité d'accueil.

L'EUROPE FACE AU SANS-ABRISME

METTRE FIN AU SANS-ABRISME D'ICI À 2030

C'est l'objectif de la résolution adoptée par le Parlement européen au mois de novembre 2020, qui invite l'Union et les États membres à mettre en place des stratégies ambitieuses en matière d'hébergement, d'accès aux services sociaux et d'insertion des personnes sans abri. Selon les chiffres du Parlement européen, la proportion de ces dernières est en augmentation dans la plupart des pays européens depuis les dix dernières années : en France, la population des sans-abri a augmenté de 47 % entre 2002 et 2012, quand en Belgique, cette hausse a été de 30 % entre 2007 et 2014. Une situation aggravée par la crise sanitaire, qui a particulièrement touché cette population en situation de grande vulnérabilité.

En 2021, la Commission européenne a enclenché son « Plan d'action sur le socle européen des droits sociaux », qui a servi de base à la création d'une plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme. Lancée par la déclaration de Lisbonne signée par les représentants des États membres et des institutions de l'Union européenne, ce dispositif vise à renforcer la coopération entre les différents pays. Ce processus concret de lutte contre le sans-abrisme doit aussi permettre d'en fournir une définition commune : d'un pays à l'autre, le terme *sans-abrisme* peut en effet recouvrir la vie à la rue comme l'habitat précaire ou temporaire.

Le sans-abrisme est une problématique multidimensionnelle, dont la prise en charge se révèle complexe au regard de la très grande variété des parcours de vie et des situations individuelles. Forme d'exclusion sociale extrême, le sans-abrisme frappe des personnes issues de groupes sociaux hétérogènes : familles avec enfants, jeunes, étrangers, migrants, demandeurs d'asile, personnes LGBTQI+, etc. Afin d'accueillir et de relever les personnes sans abri, il faut donc mettre en place des solutions adaptées à des situations spécifiques, comme celle des mineurs non accompagnés ou des victimes de violences sexistes et sexuelles.

Partout sur le sol européen, les sociétés nationales de la Croix-Rouge agissent pour lutter contre ce phénomène : en organisant des équipes mobiles, comme à Bruxelles, en mettant en place des programmes de recensement, comme à Saragosse, ou en proposant un hébergement d'urgence pour les victimes de violences conjugales et leurs enfants, comme dans le Val-de-Marne. En Norvège, la Croix-Rouge offre un hébergement d'urgence aux personnes migrantes dans une petite église d'Oslo. La Croix-Rouge portugaise et italienne appliquent le principe du « logement d'abord » en fournissant des solutions d'hébergement longue durée aux personnes avant de les accompagner.

La coopération entre les acteurs, à l'échelle européenne, nationale, régionale et locale, se révèle donc primordiale dans le cadre de la lutte contre le sans-abrisme. Une approche intégrée, qui associe à l'hébergement une prise en compte des besoins physiques, émotionnels, sociaux et psychologiques des individus, est essentielle pour combattre efficacement le phénomène. Le rôle de l'Union européenne sera crucial pour renforcer l'action des acteurs de terrain et des 20 sociétés nationales de la Croix-Rouge qui œuvrent pour prévenir le sans-abrisme, apporter une aide immédiate aux personnes qui y sont confrontées et les aider à en sortir.

DANS LA TÊTE DES FRANÇAIS

La santé mentale a longtemps été taboue : le sujet était bien peu médiatisé, et l'on se confiait peu sur la question. Mais les temps changent : sur les réseaux sociaux, les jeunes générations en parlent plus ouvertement. La fiction fait elle aussi la part belle aux questions de santé mentale : de *HP* à *En thérapie*, en passant par *Mental*, les séries françaises se penchent sur le sujet. Cependant, la forte augmentation des troubles psychiques pendant la pandémie a mis le système de soins sous forte tension. Entre mars 2020 et mars 2021, le nombre de cas de dépression en France a plus que doublé, au point d'évoquer une « vague psychologique », miroir des vagues épidémiques. Face à cette hausse des troubles, comment peut-on améliorer concrètement la prise en charge en santé mentale ?

La santé mentale, qu'est-ce que c'est ?

L'Organisation mondiale de la santé définit la santé mentale comme « *un état de bien-être dans lequel la personne peut se réaliser, surmonter les tensions normales de la vie, accomplir un travail productif et fructueux et contribuer à la vie de sa communauté* ». Dans son parcours de vie, tout le monde peut développer des troubles psychiques, comme l'anxiété, la dépression ou les troubles bipolaires, qui l'empêchent de bien fonctionner au quotidien. Selon leur prise en charge, ils peuvent être plus ou moins sévères, et leur durée peut également varier.

Les troubles psychiques sont...

... fréquents

1 personne sur 5 est touchée chaque année par un trouble psychique, ce qui représente 13 millions de Français.

Bien qu'ils soient très fréquents, les troubles psychiques sont trop souvent stigmatisés, ce qui empêche certaines personnes de se soigner.

... compliqués à diagnostiquer

Il s'écoule en moyenne entre 8 et 10 ans entre les premiers symptômes et le dépistage des troubles. Pourquoi ? Les troubles évoluent et se manifestent parfois très différemment d'une personne à l'autre.

... pris en charge de façon inégale

Selon l'endroit où elles habitent, les personnes n'ont pas accès de la même façon aux soins. En effet, certains départements concentrent un grand nombre de structures, alors que d'autres en ont beaucoup moins. En Lozère, on compte ainsi 14 structures pour 100 000 habitants, mais dans le Territoire de Belfort, pour 100 000 habitants, il n'y en a qu'une ! D'autre part, les délais de prise en charge sont souvent très longs.





Comment améliorer leur prise en charge ?

Les maladies mentales sont des maladies comme les autres ; pourtant, c'est encore loin d'être une évidence ! C'est à cette problématique que répond l'approche intégrée, qui est une nouvelle manière de prendre en charge les troubles psychiques. Cette méthode propose de s'appuyer sur les médecins généralistes pour soigner les troubles fréquents. En France, les médecins généralistes sont souvent les premiers interlocuteurs sur ces sujets, et leur rôle est donc crucial. Plusieurs pays l'ont déjà compris : la Nouvelle-Zélande a renforcé la formation des médecins généralistes sur ces enjeux, et les Pays-Bas ont créé le métier de « professionnel de santé mentale en médecine générale ». L'enjeu est de faire le lien entre les soins de santé mentale et d'autres acteurs de la vie quotidienne, comme les entreprises, les associations, le milieu scolaire et universitaire, les établissements hospitaliers et les centres de santé. Le partage d'informations entre les différents acteurs améliore le parcours de soins et favorise le rétablissement, car les troubles mentaux ont souvent des répercussions sur la vie de tous les jours. C'est également une manière de

lutter contre la stigmatisation des troubles. Enfin, cette approche valorise la sensibilisation d'un public élargi aux souffrances psychiques et aux façons d'y répondre. Il existe par exemple une formation, nommée « PSSM » (premiers secours en santé mentale), qui permettrait de diffuser ces savoirs au plus grand nombre.

Et demain ?

L'essor de la médecine prédictive et les innovations liées à l'intelligence artificielle vont-ils transformer la prise en charge en santé mentale ? Les réseaux sociaux ont déjà pris des mesures innovantes : sur Snapchat, le mot « anxiété » dirige vers « Chill Pill », une série de courtes vidéos produites par l'application Stop, Breathe & Think pour « réduire l'anxiété ». Prévenir les troubles psychiques avant même qu'ils apparaissent, ce ne sera peut-être bientôt plus de la science-fiction !

LE FUTUR EN GERME



Inventer demain, cela commence dès maintenant. Face aux défis de la décennie qui s'ouvre, quelles sont les initiatives qui portent déjà l'espoir de lendemains meilleurs ? Les idées foisonnent, à la Croix-Rouge comme ailleurs. Quelles sont les pratiques innovantes qui dessinent un nouvel horizon du soin ?





Trace the Face

Qu'est-ce que le rétablissement des liens familiaux (RLF)? C'est l'une des missions statutaires de la Croix-Rouge, qui dispose d'un service pour rechercher, contacter et, dans le meilleur des cas, réunir les personnes séparées de leurs proches. Chaque année, des milliers de personnes sont désunies à cause de conflits armés, de catastrophes naturelles ou de crises humanitaires. Depuis 2016, le nombre de cas traités par le service RLF a doublé. Les besoins augmentent, et les recherches sont de plus en plus complexes. Et pour cause : la situation géopolitique s'est dégradée dans certains pays, ce qui rend les recherches plus ardues. Résultat : le temps de traitement des demandes explose. Pour pallier ces difficultés, la plateforme Trace the Face permet aux personnes qui recherchent des proches de publier leur photo en ligne et de l'accompagner d'un certain nombre d'informations pouvant aider à la recherche. Depuis sa création, plus de 6 000 photos y ont été déposées et 222 familles* ont pu être réunies.

Maintenir le lien social...

Les camions d'inclusion numérique

Bien qu'il ne relève pas du service public, Internet est aujourd'hui devenu un bien de première nécessité, indispensable pour accomplir certaines démarches de la vie quotidienne. Pourtant, une partie de la population est encore exclue de la révolution numérique. Alors que la numérisation s'accélère, pas question de laisser des personnes sur le bord de la route. Pour lutter contre l'illectronisme (voir définition p. 6), la Croix-Rouge a développé des camions d'inclusion numérique. Leur utilité? Accueillir les personnes qui ont besoin d'aide pour effectuer des démarches en ligne, comme le renouvellement de papiers d'identité ou le dépôt de préplainte. Ce petit camping-car aménagé se déplace donc de commune en commune pour accompagner les publics prioritaires. À son bord, un conseiller numérique, accompagné d'un volontaire en service civique, accueille les visiteurs. En route!

Croix-Rouge Mobilités

On estime que 1 Français sur 3 connaît des difficultés de mobilité : aller au travail, emmener ses enfants à l'école ou se rendre chez le médecin relève parfois du casse-tête. Et puis, se déplacer a un coût : 25 % du budget des ménages qui n'habitent pas en ville y est consacré! C'est en effet dans les zones rurales que les difficultés de mobilité sont les plus importantes, car la voiture individuelle est quelquefois la seule solution envisageable. En attendant la téléportation, comment permettre à tous de se déplacer au quotidien? La Croix-Rouge met en place le prêt automobile solidaire, qui donne accès occasionnellement à des véhicules à ceux qui en ont besoin. Autre possibilité : le covoiturage solidaire, où l'on effectue un trajet à plusieurs. Quand on sait que la majorité des automobilistes n'utilisent leur voiture qu'une heure et demie par jour et qu'elle est souvent vide, on ne peut qu'apprécier cette solution à la fois économique et écologique!

... notamment pendant la crise sanitaire

La Croix-Rouge chez vous

À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles : le 20 mars 2020, dans les premiers temps de la crise Covid, la Croix-Rouge met en place un dispositif pour lutter contre l'isolement. Le moyen est simple : grâce à un numéro de téléphone, on peut obtenir un soutien psychologique, avoir accès à des appels et à des visites de convivialité ou à une conciergerie solidaire, ou encore se faire accompagner pour se faire vacciner. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : plus de 300 000 personnes ont été aidées par ce dispositif. Le numéro mis en place sur l'ensemble du territoire national a permis 20 000 visites de volontaires au domicile des personnes isolées. Plus de la moitié d'entre elles avaient besoin d'écoute et de soutien psychologique, et un tiers a obtenu la livraison de paniers alimentaires et de médicaments. Pour combattre la solitude et maintenir le lien social, des solutions émergent partout en Europe. Ailleurs, aux Pays-Bas, des « caisses de bavardage » ont même été installées dans les supermarchés pour permettre aux personnes âgées de parler et de garder vivace le lien social.

* En février 2021.

Mettre l'éducation au service de l'action humanitaire

La plateforme PLANAT

PLANAT, c'est le petit nom de la plateforme nationale des dangers naturels mise en place en Suisse. Grâce à une carte interactive actualisée en temps réel, tous les citoyens peuvent prendre connaissance des risques naturels sur le territoire. La plateforme regroupe aussi des ressources et des conseils sur les bonnes conduites à adopter. Cette plateforme permet donc de mettre en place une véritable « culture du risque » : grâce aux outils numériques, l'information et la prévention face aux risques sont de plus en plus performantes. En France, une plateforme similaire existe : Géorisques. Des initiatives qui gagneraient à être davantage valorisées auprès des populations, alors que les phénomènes climatiques extrêmes vont augmenter dans les années à venir.

Le programme Vivre ensemble de la brigade de pompiers de Paris

Les pompiers réalisent aussi des interventions à caractère social, c'est-à-dire qui ne nécessitent aucun geste de secours. Mais saviez-vous que dans 70 % des cas, l'aide d'un voisin ou d'un passant aurait pu suffire ? Souvent, ces interventions à caractère social concernent des personnes isolées. Pour y remédier, la brigade de pompiers de Paris a mis en place des actions pour renforcer le vivre-ensemble : formation pour aller vers les personnes sans abri, campagne de communication par des flyers, création d'une brigade de services civiques et de réservistes... Autant d'actions pour créer une véritable entraide au niveau local et ne faire appel aux pompiers que lorsque c'est vraiment nécessaire !

Le serious game de la Cimade

Et si, pour réellement comprendre les personnes migrantes, nous nous mettions à leur place ? C'est le projet du jeu *Parcours de migrant·e·s* conçu par la Cimade, qui propose de se lancer dans le parcours d'une personne ayant quitté son pays. Les joueurs sont donc mis en face des obstacles et difficultés rencontrés lors de l'arrivée en France, afin de sensibiliser à la réalité de l'accueil des personnes exilées. Cette approche par le jeu vise également à informer et à déconstruire les préjugés associés aux droits des personnes migrantes. La Croix-Rouge a par ailleurs elle-même développé un serious game baptisé *Nos vies d'exil*, accessible en ligne. On y incarne une famille syrienne fuyant la guerre ; tout au long du parcours de l'exil, nous sommes placés face à des choix et à leurs conséquences.

Repenser les lieux d'accueil

Le pôle gérontologique de Nîmes

Prévu pour 2024, le pôle gérontologique de Nîmes prendra la forme d'un tiers-lieu (*voir définition p. 6*) destiné à nos seniors. En effet, alors que les chiffres sur la solitude et l'isolement des personnes âgées sont alarmants, il est urgent de repenser les façons d'intégrer nos aînés à la société. Au sein de cet espace d'un nouveau genre, il sera possible d'accéder à plusieurs services, de bénéficier d'un accompagnement adapté et de faire le lien entre le domicile et l'établissement. Pourquoi est-ce intéressant ? Alors que depuis des années, l'accompagnement des personnes âgées repose principalement sur les établissements, ce pôle gérontologique sera plus inclusif et surtout plus ouvert sur la société ! D'ici à 2030, la tranche des 75-84 ans va augmenter de près de 50 %. Face à ce bouleversement démographique, les tiers-lieux permettent de favoriser le lien social et intergénérationnel. Un projet ambitieux, et peut-être le premier d'une longue série : le ministère des Solidarités et de la Santé prévoit en effet d'investir pour inciter au déploiement de tiers-lieux pour les Ehpad.

Abricœur

Derrière ce nom poétique se cache le service de la Croix-Rouge luxembourgeoise consacré aux personnes qui vivent dans la rue ou dans des situations très précaires. Ce service regroupe plusieurs programmes, dont une structure d'accueil de jour baptisée « Le Bistrot social » et un volet de travail de rue. Adaptée aux besoins des personnes sans abri, cette approche « hors les murs » permet d'apporter une aide sociale à ce public très précaire. Ainsi, les travailleurs sociaux s'acclimentent au rythme des personnes accompagnées et vont à leur rencontre dans les lieux publics, comme les rues, les parcs ou les commerces. Abricœur offre également aux personnes sans abri une aide « bas seuil » qui permet d'améliorer leur situation matérielle, sociale et sanitaire. En garantissant la dignité des personnes, Abricœur consolide leur entrée dans un parcours d'aide sociale.



LA CROIX-ROUGE AU CŒUR DE LA FOURNAISE DES ÉTÉS À VENIR

Comment organiser le secours d'urgence dans un monde qui surchauffe ? Projection dans un futur où les alertes sur le réchauffement climatique sont devenues une réalité quotidienne.

C'est la fin d'année au collège Henri Dunant de Meaux, et les élèves ont pris l'habitude de s'hydrater minutieusement avant chaque cours. Aujourd'hui, cependant, la professeure d'histoire a invité une intervenante extérieure : lorsqu'elle entre, les ados reconnaissent la croix rouge cousue sur sa chemise beige. Depuis le début de leur scolarité, le programme de prévention des risques s'achève sur la venue d'un ou d'une bénévole, de retour du terrain. Ils écoutent et comprennent : à une époque, les cours de SVT, de géographie et d'éducation civique paraissaient un peu nébuleux ; après deux siècles d'anthropocène, leur application est quotidienne.

« Je reviens des Bouches-du-Rhône, où a été établi l'un des premiers camps de réfugiés climatiques d'Europe, près de Gardanne. Après l'été dernier, vous imaginez que nous ne sommes pas très sereins. »

L'été dernier, comme les villages des environs, le camp de Gardanne a manqué d'eau. Les élèves s'en souviennent, ils ont suivi le ravitaillement et vu les camions-citernes de la Croix-Rouge remonter de Marseille, chargés d'eau fraîche importée d'Écosse par cargo.

« Les choses continuent de se compliquer pour les animaux et les humains de la planète : nos efforts ne paieront que dans plusieurs années, quand vos enfants seront assis à votre place. La décennie passée a été la plus chaude jamais enregistrée au niveau mondial, et je ne vous surprendrai pas en vous disant qu'il fera bientôt 50 °C dans votre cour de récréation.

– Ce sera la semaine prochaine, intervient la prof. Nous ferons cours dans les caves anti-canicules construites l'année dernière. Vous penserez bien à porter vos uniformes thermorégulateurs, l'infirmière aimerait pouvoir suivre en direct vos variations de température corporelle. »

LE MONDE D'APRÈS, ET APRÈS ?

Pour les générations nées après 2050, l'engagement auprès de la Croix-Rouge coule de source : lorsque vient la redoutable saison sèche, que l'on n'appelle même plus « été » tant elle excède trois mois, c'est l'occasion d'aller au contact de ceux qui ont fui leur pays écorché par la chaleur et, en conséquence, par la guerre. À Meaux, c'est assez calme – sauf quand la Seine déborde et envahit tout, remplissant les gymnases où sont hébergées les familles déplacées. Mais sur les côtes et dans le Sud, on ne sait jamais quand la montée des eaux ou un incendie contraindra les gens à abandonner leur terrain et à rejoindre les infrastructures de la Croix-Rouge.

« En participant aux actions dès aujourd'hui, vous vous préparez au jour où c'est peut-être vous qui serez concernés, poursuit l'intervenante. Les personnes âgées sont nombreuses, et nous avons besoin de petites mains pour les accompagner dans des situations souvent traumatisantes. Depuis quelques années, nous les formons aux bons réflexes pour conserver un intérieur frais en période de canicule. Nous distribuons également des ventilateurs, seul moyen pour de nombreuses personnes de trouver le sommeil : n'hésitez pas à rejoindre les centres de distribution, c'est facile, et utile – nous ne pouvons pas continuer de combattre les dômes de chaleur avec la climatisation. Et dans les camps, nous veillons à ce que tout le monde ait accès à un lit, des draps et un kit d'hygiène, ainsi qu'au Wi-Fi et à des panneaux solaires portatifs qui alimentent ventilateurs... et téléphones portables.

– À une époque, c'était mal vu d'être sur son téléphone.

– Et ça l'est toujours, si c'est pour de mauvaises raisons. Mais n'oubliez pas qu'en cas de sinistre, vous devez garder le vôtre avec vous, avec votre gourde : il vous permet d'être mis en relation avec des médecins en distanciel et de les contacter en cas d'urgence, et il nous permet, à nous, de vous identifier.

– Dommage qu'ils ne puissent pas encore éteindre les feux ! »

SUR TOUS LES FRONTS

« L'exode estival des populations urbaines vers les forêts, où la température est de 4 ou 5 °C plus basse qu'en ville, démultiplie les risques d'incendie à proximité des camps, c'est vrai. Mais ça, c'est encore aux pompiers de s'en charger !

– Est-ce qu'on peut vraiment faire quelque chose, Madame ?

– Oui, bien sûr. Distribuer l'aide demande beaucoup de bras. Nous avons également besoin de personnel pour vacciner, la chaleur ayant apporté chez nous des moustiques et des maladies que l'on croyait réservées au continent africain, par exemple. De toute façon, nous ne pouvons pas nous permettre de baisser les bras ! Le plus dur est à venir, mais notre raison d'être reste la même, et nous continuerons de protéger les personnes, de les relever et de renforcer leur résilience. »

EN CHIFFRES : LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Les bouleversements climatiques en cours posent la question de la nécessaire adaptation à la hausse des températures mais également à la survenue d'événements météorologiques extrêmes. Selon la Banque mondiale, le réchauffement climatique pourrait forcer jusqu'à 216 millions de personnes à l'exil d'ici à 2050. Alors que la température pourrait augmenter de 3 °C d'ici à la fin du siècle, il est urgent de réfléchir à des stratégies d'adaptation face à l'accélération du réchauffement climatique.

CATASTROPHES 60 %

Impossible de l'ignorer : les catastrophes se sont multipliées et intensifiées ces dernières années. Ouragans, incendies, inondations et glissements de terrain font régulièrement les gros titres de l'actualité. En 2021, un « dôme de chaleur » frappe le Canada et les États-Unis en juillet, faisant monter le thermomètre jusqu'à 47 °C. À l'été 2022, vagues de chaleur, sécheresse et incendies sévissent en France. Selon les données du Système européen d'information sur les feux de forêt (EFFIS), entre le 1^{er} janvier et le 30 juillet 2022, 600 000 ha sont partis en fumée dans l'Union européenne.

RÉCHAUFFEMENT +2 °C

En 2015, près de 200 pays se sont réunis à Paris lors de la COP21 pour agir contre le réchauffement. Leur engagement ? Limiter la hausse de la température moyenne mondiale à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Un objectif qui semble compromis : selon le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), ce seuil devrait être atteint bien plus tôt, entre 2021 et 2040. Le scénario de + 3 °C à l'horizon 2100 paraît le plus crédible à ce jour, même si certains territoires pourraient connaître une hausse de 5 °C. La décennie à venir devrait donc voir une multiplication de canicules, au point qu'en 2050, un été typique sera semblable à l'été 2003.

MER

1,1 m

Saint-Nazaire, Nantes, Bordeaux, La Rochelle, Calais, Dunkerque : ces villes pourraient se retrouver englouties. C'est donc 1,4 million de Français qui sont menacés par la montée des eaux. Actuellement, 22 % du littoral français recule du fait de l'érosion marine, selon les chiffres du ministère de la Transition écologique. Les zones côtières sont en effet très exposées aux risques liés à la hausse du niveau de la mer, qui s'est fortement accélérée ces dernières décennies : le rapport du GIEC de 2019 estime qu'elle pourrait être comprise entre 61 cm et 1,1 m à l'horizon 2100. Ce phénomène, bien que naturel, s'est accentué sous la pression des activités humaines, comme l'urbanisation, ou bien avec le dérèglement climatique.

DÉCÈS 10 000

Les vagues de chaleur sont dangereuses, notamment pour les populations fragiles (sans-abri, personnes âgées, personnes vivant dans des logements mal isolés...). Entre 2015 et 2020, ces épisodes caniculaires ont entraîné la mort de près de 10 000 personnes, selon les chiffres de Santé publique France. Et ces phénomènes augmentent : les scientifiques estiment qu'en 2050, la France pourrait connaître des records de température allant jusqu'à 55 °C. Et ces canicules ont un coût : les dépenses liées aux canicules de la période 2015-2020 sont évaluées entre 22 et 37 milliards d'euros.

RISQUE 1/4

En 2020, on estime que 1 Français sur 4 pourrait être exposé à au moins un risque naturel. Le risque d'inondation est la principale menace naturelle qui pèse sur le territoire français. Pourquoi ? Ce risque naturel touche 16 000 communes, dont 300 agglomérations, mais c'est aussi celui qui a le coût économique le plus important. Les populations ne sont donc pas toutes concernées de la même façon par les risques naturels, et certains territoires doivent faire face à plusieurs risques à la fois. La Guadeloupe, par exemple, cumule risques de séismes, d'éruptions volcaniques, de cyclones, d'inondations et de tsunamis, dont certains sont aggravés par le réchauffement climatique.

PANORAMA DE LA RÉSILIENCE

Face aux catastrophes et aux crises de notre temps fleurissent partout en Europe des exemples de résilience. Collectivement, les personnes trouvent des solutions pour s'adapter, se relever et retrouver une vie digne et autonome. Trois exemples (parmi tant d'autres) qui prouvent qu'il y a toujours de nouveaux moyens d'inventer demain.

La Finlande lutte contre le sans-abrisme (et ça marche)

En vingt ans, le nombre de personnes à la rue en Finlande a été divisé par cinq ; c'est d'ailleurs le seul pays européen à voir actuellement le sans-abrisme diminuer. Comment est-ce possible ? En 2008, la Finlande opère un changement radical et opte pour la stratégie du « logement d'abord ». En effet, la mise à disposition d'un logement dès le début de l'accompagnement est le meilleur moyen de permettre à la personne de retrouver son autonomie et de se relever. Le pays reconvertit donc ses foyers d'hébergement en petits appartements individuels. Ces appartements sont loués avec des baux classiques et accessibles sans condition. Parallèlement, des programmes sont mis en place pour éviter le basculement de personnes dans la rue : construction d'un projet éducatif ou professionnel, inscription dans un programme de désintoxication, maintien des liens sociaux des prisonniers...

Ce qu'il faut retenir : Le modèle finlandais montre que le sans-abrisme n'est pas une fatalité et qu'il est possible de le réduire, voire d'y mettre un terme. La solution passe par une démarche associant prévention (éviter le basculement vers la rue), protection (mise à disposition d'appartements) et insertion (un travailleur social affecté à la préparation de la sortie).

Hambourg accueille et intègre durablement les réfugiés

Entre 2015 et 2018, plus de 70 000 réfugiés fuyant la guerre en Syrie et les autres conflits sont passés par Hambourg. 40 000 s'y sont installés. Pour accueillir et intégrer les migrants, une unité centrale de prévision, de planification et de coordination pour les réfugiés ainsi qu'une « Coalition des initiatives d'aide aux réfugiés », réunissant 110 organisations, entreprises, institutions, fondations et mouvements culturels, ont été créées. Ensemble, elles ont développé un concept d'intégration efficace reposant sur deux piliers : l'ouverture des institutions de l'État aux réfugiés afin qu'ils prennent

part à la vie publique ; et une démarche d'intégration qui passe par la maîtrise de la langue, de l'ordre juridique et social et de certaines connaissances, grâce à des programmes de formation validés par des diplômes.

Ce qu'il faut retenir : La réussite de l'accueil et de l'intégration se fait en plusieurs temps. Si la préparation des acteurs est la condition du succès des dispositifs mis en place, il faut également pouvoir penser l'accompagnement sur le long terme des personnes réfugiées. À la protection d'urgence succèdent en effet les temps de relèvement et d'intégration, favorisés par l'interaction sur le terrain d'une pluralité d'acteurs complémentaires dans la prise en charge des réfugiés.

Rotterdam se prépare aux risques climatiques

26 % du territoire de la ville est situé en dessous du niveau de la mer, ce qui l'expose aux risques d'inondation. La ville a donc lancé le programme Rotterdam Climate Proof (« Rotterdam à l'épreuve du climat ») en 2008 afin de se préparer à toute crise liée au changement climatique. Pour ce faire, la ville encourage l'apprentissage des risques, met en place des actions et des expérimentations et muscle sa communication sur ces sujets. La ville a notamment conçu des projets qui s'inscrivent dans l'espace public de manière innovante, comme des « points d'eau ». Ces espaces forment des bassins qui se remplissent en temps de pluie mais qui, une fois vidés, deviennent des espaces de divertissement. La gestion de l'eau est ici valorisée pour transformer l'espace urbain et penser la résilience des lieux publics. Ces projets, pilotés par la mairie de Rotterdam, sont réalisés en collaboration avec des universitaires, des entreprises, des habitants et les agences de l'eau de la ville.

Ce qu'il faut retenir : Rotterdam offre un bel exemple de collaboration autour des enjeux climatiques et de la gestion des risques qui y sont liés. Ces projets innovants ouvrent la voie pour penser la résilience urbaine dans d'autres métropoles. L'adaptation aux risques devient ainsi le moteur d'innovations utiles et d'avantages pour les populations des villes concernées.

DE LA PRÉPARATION AU REBOND : PRÉCIS DE RÉSILIENCE À L'USAGE DE L'ACTION SOLIDAIRE

Définie comme la capacité à surmonter des chocs, la résilience est un processus au long cours reliant l'individu au collectif, et le moment de la catastrophe aux temps de la prévention et du relèvement.

Il y a plusieurs temps dans un rebond. Se préparer aux risques – qu'ils soient sanitaires, sociaux ou climatiques – en identifiant les vulnérabilités et les bons réflexes à avoir. Puis porter assistance à ceux qui en ont besoin lorsque survient la crise. Et enfin se relever et repartir pour trouver un nouvel état d'équilibre.

Bâtir la résilience, on le voit, n'a rien d'un événement ponctuel. La gestion de la crise en elle-même n'en est que le pivot et perdrait de son efficacité sans la prévention ni la préparation. Face aux séismes et aux tsunamis, par exemple, la Nouvelle-Zélande organise un exercice annuel de prévention, le « *shake out* », pour diffuser massivement les bons gestes au sein de la population. Dans le cadre des actions de la Croix-Rouge, l'éducation et la prévention s'imposent également comme des leviers à actionner pour renforcer la résilience, de la formation aux gestes qui sauvent à l'accès à l'autonomie sociale et professionnelle.

Tout aussi cruciale, la phase de relèvement en aval peut impliquer tant une insertion par l'emploi ou un relogement qu'un soutien psychologique sur le long terme. L'enjeu ? Consolider ses appuis pour mieux affronter d'éventuels chocs à venir. Une dimension encore trop souvent sous-estimée, comme le révèlent notamment les conséquences sur la santé mentale des habitants du gigantesque incendie de l'usine Lubrizol à Rouen en 2019, dont la cellule d'urgence avait fermé deux semaines après la catastrophe. En décembre dernier, soit plus de deux ans plus tard, Santé publique France a signalé une probabilité de dépression de 30 % chez les riverains dans un rayon de 1 500 m autour des installations incendiées et a plaidé pour un renforcement de la prise en charge psychologique.

Un processus qui dépasse l'individu

Ce type de démarche nécessite parfois de faire un pas de côté, à l'image des « maraudes animalières » lancées par la Croix-Rouge du Val-de-Marne au printemps 2021. Distribution de croquettes, colliers antipuces et soins médicaux permettent de maintenir les animaux des sans-abri en bonne santé. Des compagnons qui, pour beaucoup, compensent la perte de lien social et apportent un soutien en matière de santé mentale.

Loin des injonctions prônant la résilience – comme si celle-ci pouvait se réduire à une volonté personnelle –, la trajectoire des individus est profondément ancrée dans le collectif. Ce n'est pas un hasard si l'isolement social fait partie des principaux facteurs de risque face aux crises : la qualité du lien social est un élément clé pour « se relever ». Le dispositif Trace the Face mis en place par la Croix-Rouge permet ainsi de rétablir les liens familiaux chez les migrants après une catastrophe en publiant en ligne des photos de leurs proches disparus. 222 familles* ont déjà pu être réunies de cette façon (voir p. 18). Une série d'initiatives qui illustrent les mots très justes de l'économiste et sociologue Pierre Veltz : dans le monde qui émerge, « *la valeur vient des liens plus que des biens* ».

* En février 2021.



SE PRÉPARER AU RISQUE, ÇA S'APPREND

Des jeunes en rupture de ban, familial ou scolaire : du parcours chaotique de l'ado de *La Tête haute* (2015) d'Emmanuelle Bercot au duo de choc de *Divines* (2016) de Houda Benyamina, la fiction regorge de ce type de personnages. Le réel aussi : en France, on compte 1,6 million de NEET (*voir définition p. 6*), ces jeunes que l'on décrit comme des « décrocheurs », sans emploi ni en formation. Ils représentent un peu plus de 13 % des 15-29 ans selon Eurostat. Une situation qui les expose à un risque plus ou moins important d'exclusion sociale, en particulier pour les chômeurs de longue durée, les jeunes souffrant d'un handicap ou d'une maladie, ou encore ceux qui doivent assumer des responsabilités familiales. La faute, en bonne partie, aux inégalités que le système éducatif français peine à réduire. En fonction de leur origine sociale, tous les jeunes ne sont pas armés de la même façon : en 2019, un sixième des enfants d'ouvriers entreprennent des études supérieures longues, contre plus de deux tiers des enfants de cadres ou exerçant une fonction intellectuelle supérieure...

Comblant les failles du système éducatif

Face à ces inégalités et aux vulnérabilités qu'elles sous-tendent, l'action éducative des associations a une carte à jouer aux côtés de l'école et des familles. C'est par exemple la mission que se sont donnée les cités éducatives présentes dans les QPV (*voir p. 10*). C'est le cas à Nîmes, où le taux de pauvreté dans le quartier de Pissevin-Valdegour atteint 68 % et où près de la moitié de la population a moins de 25 ans. Ce dispositif rassemble services de l'État, associations et parents d'élèves pour une prise en charge éducative des jeunes entre 3 et 25 ans en dehors du cadre scolaire : détection précoce des difficultés scolaires, diffusion de la culture scientifique, lutte contre l'illettrisme ou l'illectronisme (*voir définition p. 6*)... De la maternelle au lycée, les élèves en France ont également accès au parcours éducatif de santé, qui regroupe des activités éducatives liées

à la prévention des conduites à risque (violences, usage de drogues...) mais aussi à l'adoption des bonnes habitudes en matière d'alimentation, d'hygiène et de rythme de vie.

La Croix-Rouge, elle, mise sur l'apprentissage de la citoyenneté auprès des jeunes afin de développer une vaste gamme de compétences, qu'elles soient techniques, comme les gestes secouristes, ou psychosociales, comme la gestion du stress et des émotions. Proposée dans plus d'une soixantaine d'établissements français, l'option Croix-Rouge vise à préparer les jeunes au monde de demain, en développant leur autonomie, leur esprit d'initiative et leur conscience solidaire. Les élèves sont invités à prendre part à des projets solidaires de proximité : collecte de produits alimentaires et de vêtements, enseignement des gestes de premiers secours... « Ils reprennent goût à l'école, on est très heureux de les accompagner. Cette expérience leur permet de voir les choses différemment. Il s'agit vraiment d'un engagement en tant que citoyen », témoigne Alexandra Solacroup, enseignante d'histoire-géographie, auprès du *Midi Libre*. En milieu scolaire, des bénévoles de la Croix-Rouge animent également des modules sur plusieurs thématiques, des premiers secours au droit international humanitaire, en passant par la prévention des addictions et l'engagement citoyen.



En faisant des jeunes des relais de prévention auprès d'autres jeunes, le pair-à-pair apporte aussi un vent de fraîcheur dans le milieu scolaire. Au lycée Flaubert de Rouen, par exemple, les étudiants du BTS Économie sociale et familiale l'ont expérimenté en 2019 pour faire de la prévention des risques auditifs auprès de lycéens et de collégiens.

Digitalisation et préparation au risque : les défis de l'éducation du futur

Demain, il y a fort à parier que la place croissante du numérique dans l'éducation rebattra encore les cartes. Dans son rapport prospectif *Back to the Future of Education* (2020), l'OCDE a imaginé plusieurs scénarios pour l'éducation, dans lesquels le développement des solutions digitales entraîne une diversification des modalités d'apprentissage : enseignement à distance, tutorat, réalité virtuelle... voire disparition de l'école au profit d'outils numériques permettant d'apprendre partout et à n'importe quel moment ! Une philosophie qu'ont déjà adoptée quelques initiatives d'edtech comme Cambly, qui propose des cours d'anglais « à la demande » : il suffit de réserver un cours, et en quelques secondes vous êtes mis en relation avec un prof. Des premiers secours à l'action sociale, la Croix-Rouge offre de la même façon nombre de formations bénévoles à distance, à travers des modules d'e-learning ou encore son Appli qui sauve. Devant la pléthore de solutions digitales, tout le défi sera de rendre ces méthodes d'apprentissage véritablement accessibles et inclusives, au risque de créer de nouvelles inégalités. L'enseignement à distance généralisé pendant la crise sanitaire l'a bien montré : malgré les idées reçues, toute la jeunesse n'est pas « hyperconnectée », et la fracture numérique est bien réelle.

Les évolutions à venir dans le secteur éducatif devront enfin prendre en compte une exposition

croissante aux risques qui se profilent, qu'ils soient sanitaires ou climatiques. En effet, les plus démunis sont aussi les plus touchés par les pollutions et les effets toujours plus visibles du dérèglement climatique. À Bagnolet (Seine-Saint-Denis), la première « maison de l'écologie populaire » en France, Verdragon, a ouvert ses portes l'été dernier pour « *allier l'urgence climatique et les besoins de justice, d'égalité, de dignité pour lesquels les habitants des quartiers populaires ont toute légitimité* ». De l'alimentation végétarienne à l'étude des risques industriels, cette initiative a fait de l'éducation populaire sa colonne vertébrale. Et pour cause : dans ces territoires vulnérables, la capacité des jeunes à faire face aux enjeux sociaux et environnementaux de demain sera d'autant plus cruciale.



C'est le nom du projet lancé par la Croix-Rouge autrichienne, auquel plusieurs sociétés nationales, dont la Croix-Rouge française, ont contribué. L'objectif ? Évaluer la résilience d'un groupe – famille, habitants d'un même immeuble, réseau de voisins... Autrement dit, il s'agit d'estimer les capacités de chaque membre du groupe à réagir face aux risques, à s'organiser et à assurer sa protection. Cette évaluation a lieu durant un atelier de 90 minutes. Au programme : mesurer le risque, se protéger et évacuer, connaître les infrastructures de proximité comme les transports ou les moyens de communication, savoir porter secours... Un moyen de se projeter sans risque dans l'urgence, pour savoir y faire face au moment décisif.

CE QUE LA FICTION NOUS APPREND DE LA VIEILLESSE

En 2030, les 75-84 ans seront 6,1 millions, soit une hausse de 50 % par rapport à 2020. Face à cette « Alpe d'Huez démographique », comment inventer une société de la longévité qui place le « bien vieillir » au cœur de son fonctionnement ? Face aux défis posés par le vieillissement de la population, la fiction peut-elle nous servir de crash-test pour le réel ? Tour d'horizon de quatre films qui mettent en scène les problématiques liées au vieillissement.

The Father (2020)

Les limbes de la mémoire

Résumé : Le premier film de l'écrivain Florian Zeller met en scène un homme veuf, incarné par Anthony Hopkins, qui est frappé par la maladie d'Alzheimer. Dans le clair-obscur de cette maladie dont il n'a pas conscience, il apparaît tantôt colérique, tantôt désesparé face à sa fille dont il refuse l'aide, et qu'il commence même à soupçonner de vouloir lui nuire. Le dépouillement de l'intrigue et le huis clos de l'appartement rendent palpable le crépuscule du corps et de l'esprit. Le tour de force du film, c'est de réussir à traduire visuellement l'inévitable processus de délitement, les failles et les confusions : les espaces se superposent et se confondent, l'image se fait progressivement moins nette. Une peinture magistrale de la vulnérabilité du vieil homme, dont le spectateur perçoit en même temps que lui la logique défaillante et la perte de repères. Les quiproquos s'enchaînent, le récit semble piétiner, et le sentiment croît d'être sans cesse entre le vrai et le faux, entre le cauchemar et la réalité.

Pourquoi c'est intéressant ? La maladie d'Alzheimer affecte presque autant les aidants et les proches que le patient lui-même. Si sa cause reste toujours un mystère pour la médecine moderne, l'issue est malheureusement certaine : vieillissement, perte d'autonomie et isolement.



Amour

Amour (2012)

Jusqu'à la fin

Résumé : Palme d'or au Festival de Cannes en 2012, multiprimé par les professionnels du 7^e art, *Amour* de Michael Haneke est, comme *The Father*, un huis clos magistral sur la vieillesse. Anne et Georges, un couple de professeurs de musique à la retraite, vivent paisiblement à Paris. Un jour, Anne est victime d'une attaque cérébrale qui la laisse paralysée du côté droit. C'est le premier signe d'une maladie qui va méthodiquement faire son travail de sape. Les deux octogénaires se retrouvent isolés du reste du monde, qui ne prend pas la mesure de ce qui se joue entre les murs de cet appartement bourgeois. Ensemble, Anne et Georges affrontent le temps qui passe, les signes de la vieillesse et la mort qui frappe à leur porte.



Pourquoi c'est intéressant ? Le consentement est sur toutes les lèvres aujourd'hui. Mais que vaut celui d'une personne âgée, qui plus est (parfois) sous tutelle ? Le film de Michael Haneke met en scène la volonté, la détermination et la force de l'esprit pour exercer son libre arbitre alors que le corps s'affaiblit. En creux, il pose aussi la question de la prise en charge des seniors : sont-ils mieux à domicile (mais sans équipements adaptés) ou en institutions spécialisées ? La grande majorité des seniors souhaitent vieillir chez eux : actuellement, plus de 90 % des plus de 75 ans résident toujours dans leur logement.

L'Étrange Histoire de Benjamin Button (2008)

La vie à l'envers

Résumé : Curieux destin que le sien. Benjamin Button, incarné à l'écran par Brad Pitt, naît à 80 ans et meurt en nouveau-né. Son étrange histoire est aussi celle d'un couple, mais à la différence de celui d'*Amour*, il ne vieillira pas conjointement. Dans cette adaptation d'une nouvelle de Francis Scott Fitzgerald, le héros vieillit à l'envers de Daisy (Cate Blanchett), la femme de sa vie. Alors que l'angoisse de l'avenir étrangle Benjamin, Daisy tente de le rassurer : « *Mon cœur, on finit tous par porter des couches.* » Ces deux vies qui se croisent dans des sens opposés sont l'occasion pour David Fincher d'offrir au spectateur une réflexion sur la vie, la jeunesse et la vieillesse. Et de proposer un troublant parallèle entre la perte d'autonomie du protagoniste redevenu nourrisson et celle que l'on observe parfois chez les personnes âgées.



L'Étrange Histoire de Benjamin Button

Pourquoi c'est intéressant ? En renversant l'horloge biologique, le film met en évidence les similitudes entre l'état de dépendance des premiers âges de la vie et celui des derniers. Si l'absence d'autonomie est semblable, les seniors ne disposent pas de leurs parents pour veiller sur eux, et leur isolement représente un défi majeur pour avancer vers 2030.



Gran Torino

Gran Torino (2008)

Rompre l'isolement

Résumé : Walt Kowalski, un vétéran de la guerre de Corée interprété par Clint Eastwood, vient de perdre sa femme. Seul, misanthrope, bougon et raciste, il veille jalousement sur sa voiture de collection, une Ford Gran Torino. Chacune de ses phrases est ponctuée d'un juron à l'encontre de ses voisins, en majorité des personnes d'origine asiatique. Lorsqu'un jeune garçon du quartier tente de lui voler sa précieuse automobile, le vieil homme le prend la main dans le sac. Mais rapidement, le vétéran irascible finit par baisser la garde et se lie d'amitié avec l'adolescent. La relation émouvante et forte entre les deux personnages les transforme peu à peu, Walt devenant une figure paternelle pour Thao.

Pourquoi c'est intéressant ? Avant tout, c'est une histoire de transmission : autour de la voiture, l'aîné va apprendre au plus jeune. Ce lien intergénérationnel permet au plus âgé de retrouver une place dans la société et de se détacher des préjugés dans lesquels l'isolement l'avait enfermé.

REGARDS SUR L'ENFANCE

Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations unies en 1989, la Convention internationale des droits de l'enfant vise à protéger les droits des mineurs, plus vulnérables, et à leur garantir des conditions de vie et de développement dignes. Ce texte, ratifié par 194 États, pose quatre grands principes : la non-discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant, le droit de vivre, de survivre et de se développer et le respect des opinions de l'enfant. En France, pour faire appliquer ce droit à grandir dans de bonnes conditions et dans un environnement sain, de nombreuses structures veillent à l'accompagnement de l'enfant et de ses parents. Cependant, les multiples enjeux auxquels elles font face représentent un défi majeur des années à venir.

En France, le nombre de jeunes bénéficiaires de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) croît régulièrement depuis le milieu des années 1990 : entre 1996 et 2018, ce nombre a augmenté de 35 %, portant à 320 000 les enfants qui font l'objet d'au moins une mesure relevant de la protection de l'enfance en 2019. Une croissance qui devrait se poursuivre, puisque selon les chiffres du ministère de la Justice, les cas de mineurs en danger nécessitant l'intervention des juges des enfants sont en hausse depuis 2011, avec un taux de croissance de 4,4 % par an. Les situations de précarité accentuent le risque d'entrer dans les dispositifs de protection de l'enfance : rappelons qu'en France, près de 3 millions d'enfants vivent actuellement sous le seuil de pauvreté, soit 1 enfant sur 5. Les conséquences économiques de la crise sanitaire puis du conflit en Ukraine risquent de fragiliser encore cette situation des plus précaires, avec une incidence sur les difficultés familiales.

Signe de la défaillance actuelle des différents services de protection de l'enfance et des nombreux enjeux auxquels ils font face, un quart des SDF sont d'anciens enfants placés, selon les chiffres de la Fondation Abbé Pierre. Un chiffre qui pourrait atteindre 40 % pour les personnes SDF de moins de 25 ans. Insuffisamment coordonnés et accusant souvent un déficit de ressources humaines, certains secteurs de la protection de l'enfance sont fortement sinistrés, comme celui de la pédopsychiatrie. En dix ans, le nombre de professionnels s'est réduit de moitié, et certains départements ne comptent plus aucun pédopsychiatre. Une situation aggravée par les failles et le sous-développement des dispositifs de prévention, pourtant d'une importance

cruciale pour repérer les situations à risque et éviter l'intervention des services de l'ASE. La trop grande segmentation entre les acteurs, qu'ils soient associatifs ou institutionnels, et le manque de passerelles structurées nuisent à la capacité à mettre en place des actions préventives avant l'entrée dans les dispositifs de la protection de l'enfance.

La prévention de ces situations de crise dépend également d'un cadre adapté, avec des interlocuteurs formés et sensibilisés aux besoins spécifiques des enfants comme des familles. C'est l'objectif poursuivi par le dispositif de « relais parentaux » mis en place par la Croix-Rouge, qui permet un accueil plus flexible des enfants. Lancé en 1980, ce dispositif unique en son genre porte ses fruits : selon l'étude d'impact sur les relais parentaux menée par la Croix-Rouge dans trois départements franciliens entre 2019 et 2020, 37 % des accueils pourraient avoir évité une dégradation du lien parent-enfant, et 44 % des situations où l'accueil était lié à un épuisement parental étaient en cours de résolution. Un dispositif à amplifier sur le territoire national, comme le prévoit le Pacte pour l'enfance lancé par le Gouvernement en 2019.

Alors que certaines populations sont surreprésentées chez les jeunes pris en charge par l'ASE, comme les mineurs non accompagnés (95 % des jeunes de l'ASE accueillis à l'hôtel), les jeunes ayant des troubles psychiatriques (32 % des enfants confiés à l'ASE) et les enfants en situation de handicap, il est urgent de développer la coopération entre les acteurs et d'œuvrer à une diversification des modalités d'intervention en milieu familial capable d'assurer l'individualisation et la modularité des prises en charge.

QUEL FUTUR POUR LA JEUNESSE ?



À 24 ans, Camille Étienne est activiste pour le climat. Elle mène son combat sur les réseaux sociaux et dans les médias pour faire réagir face à l'urgence climatique. Au nom de sa génération, elle s'adresse à ses aînés par la danse, le cinéma ou l'écriture. Pour la Croix-Rouge, elle a décidé de nous parler du futur de la jeunesse, et surtout des jeunes de demain.

On dit souvent que c'était mieux avant. Mais finalement, est-ce que ce ne sera pas mieux demain ?

Camille Étienne : Non. Au regard de l'inaction actuelle, la vie ne sera pas nécessairement mieux demain. Les conséquences du dérèglement climatique seront encore plus visibles. Ce n'est pas être alarmiste ou triste de le dire, c'est seulement être réaliste et lucide. Il faut qu'on en soit conscient. Rien que ces derniers mois, on a eu des inondations violentes dans le Var, en Allemagne ou en Belgique... L'avenir ne sera pas plus lumineux.

OK, le futur s'annonce mal. Pour autant, y a-t-il encore de l'espoir pour les jeunes de demain ?

C.É. L'espoir vient de l'action. Ce n'est pas un truc qu'on attend et qui nous tombe dessus. Il naît parce qu'on fait partie d'un mouvement, d'une histoire, d'un tout, à l'intérieur duquel on peut espérer que d'autres nous rejoignent et qu'ensemble on soit assez grand pour faire basculer le système. Mais dire que l'horizon est gris n'équivaut pas à affirmer que « c'est trop tard ». Il n'y aura pas dans cinquante ans un petit lutin qui nous



DR

jugera en disant : « OK, c'est bon, vous avez réussi à sauver l'humanité » ou « Ah non, c'est foutu, tout le monde meurt ». C'est bien plus complexe et latent que ça. Il y a des seuils au-delà desquels, on le sait, certains phénomènes d'emballement climatique sont irréversibles. Toujours est-il qu'on a, à l'heure actuelle, encore des marges de manœuvre. L'astrophysicien Aurélien Barrau le dit souvent : « Il n'est jamais trop tard pour que ce soit pire. » Ça vaut encore le coup qu'on se batte.

Tu viens à peine de terminer tes études en sciences politiques, mais tu as déjà fait de ton combat un métier. Quels seront les métiers des jeunes de demain ?

C. É. On n'est pas une génération qui va nécessairement avoir un métier. On peut le déplorer, car c'est synonyme d'insécurité et de précarité. D'un autre côté, ça implique qu'on agit là où on pense que c'est pertinent. Personnellement, je m'en fous de savoir comment. Ce que je sais, c'est qu'il faut qu'on participe à l'urgence climatique. Ce n'est pas un choix, c'est une nécessité absolue ! Il faut qu'on utilise ce pour quoi on est doué, c'est comme ça qu'on créera les jobs du futur.

Et comment elle sera, l'école de demain ?

C. É. Comme le reste, il nous faut tout repenser. L'école est censée nous préparer au monde, alors il faut qu'elle évolue et s'adapte aux enjeux actuels. On pourrait imaginer par exemple qu'au même titre qu'une heure

d'histoire, on aurait une heure d'urgence climatique dans nos emplois du temps. Car aujourd'hui, on a beau avoir des profs super qui font des cours passionnants, la matrice est obsolète.

Quels sont les clichés qui te hérissent le plus le poil ?

C. É. L'essentialisation de la jeunesse. Les jeunes sont les adultes de demain. Pourtant, est-ce que quelqu'un aurait l'idée de parler « des adultes » comme une catégorie homogène ? Non : il y a des gens de tous bords politiques, de toutes croyances, de toutes obédiences, et ils ont cependant le même âge. Alors pourquoi toujours le faire avec « la jeunesse » ?!

Dans ton dernier court métrage *Génération*, tu t'adresses à la génération de tes parents. Aujourd'hui, quel message voudrais-tu dire aux jeunes de demain ?

C. É. Avant tout, je suis désolée. Ils n'ont rien demandé et ils se prennent tout ça en pleine tronche... Pour eux, ça doit être encore plus dur que pour nous de grandir dans ce niveau d'éveil général. La question qui m'obsède, c'est pourquoi on n'est pas tous dans la rue alors qu'on est au courant de l'urgence ?... La société est dans un état de dissonance cognitive : on sait mais on n'agit pas. J'espère que dans dix ans on aura réussi à embarquer assez de monde pour être au moins sur la voie de l'action. Je suis sûre qu'ils nous étonneront, quand je vois ce qu'ils sont capables d'impulser sur le genre...

COMMENT S'ENGAGERA-T-ON DEMAIN ?



Le besoin de liens sociaux n'a jamais été aussi fort, et c'est peut-être la raison pour laquelle les cadres traditionnels de l'action militante et associative sont remis en question. L'avènement des réseaux sociaux a également facilité la structuration et démultiplié la portée de nouveaux mouvements. Que racontent ces nouvelles formes d'engagement du devenir de l'action sociale ?

Le climat et les discriminations, au cœur des luttes

Marches pour le climat, actions spontanées de désobéissance civile par les activistes écologistes d'Extinction Rebellion, collages féministes sur les murs des villes... Les mobilisations des dernières années traduisent un fort dynamisme de la société et renouvellent les façons de s'engager. La lutte pour le climat et celle contre les violences discriminatoires, notamment sexistes et racistes, se placent au premier plan des mobilisations.

Ces enjeux sont portés par de nouveaux acteurs ainsi que par des mouvements plus ou moins organisés. Le fourmillement idéologique de notre début de siècle se traduit par l'apparition de nouveaux acteurs plus radicaux comme Black Lives Matter, #NousToutes ou L214, qui sont une partie de ces nouveaux laboratoires de l'engagement. Mais à l'aube des années 2020, l'engagement se veut protéiforme, plus immédiat, ancré dans le quotidien des citoyens, avec des liens renouvelés aux associations traditionnelles.

Mobilisation 2.0

Nouveaux acteurs, nouvelles règles : les modes d'action évoluent eux aussi. Dans ces années 2020, les engagements se veulent plus spontanés, plus horizontaux, à l'image des réseaux sociaux sur lesquels ils s'organisent. En permettant l'émergence d'actions « coup de poing » à moindre coût, les outils numériques sont devenus un vecteur important du renouvellement de l'engagement. À titre d'exemple, la pratique du « *name and shame* » (littéralement « nommer et couvrir de honte ») consiste à dénoncer publiquement des marques ou des entreprises pour des pratiques environnementales ou sociales considérées comme honteuses, et à appeler au boycott. Le travail forcé des Ouïghours dans l'industrie textile chinoise est ainsi rigoureusement dénoncé sur Instagram. Au-delà des actions de communication de grande ampleur, les outils numériques augmentent de manière exponentielle la portée des mobilisations et permettent aux groupes de se structurer en ligne. C'est le cas du mouvement de dénonciation des violences sexistes et sexuelles #MeToo, qui s'est incarné autour d'un hashtag regroupant des milliers de témoignages venus du monde entier. Une sensibilisation aux enjeux qui peut ensuite se traduire par un engagement associatif ou militant.

Un engagement qui se veut plus immédiat, direct et radical

Ces nouvelles formes de mobilisation bousculent les modes traditionnels d'engagement, habituellement structurés autour des grands acteurs humanitaires et des associations. Plus éphémère et volatil, l'engagement se déploie plus pour une cause que pour une institution qui la défend. Pour autant, cela traduit davantage une recomposition de l'engagement : les grandes associations, grâce à leur réseau de bénévoles formés et compétents, continuent de constituer des tiers de confiance. Durant la crise sanitaire, l'élan de solidarité qui a traversé le pays témoigne de la volonté d'engagement des Français. Un rapport du Sénat nous apprend en effet que les associations ont reçu deux fois plus de sollicitations de la part de bénévoles potentiels, notamment des femmes et des jeunes, pendant le premier confinement. Cependant, tout reste à faire pour pérenniser cet engagement et profiter de cet élan national pour instaurer une véritable culture d'entraide et de solidarité.

Une jeunesse qui a soif d'engagement

Les jeunes générations sont plus promptes à boycotter certaines marques en raison de leurs pratiques environnementales ou à refuser de postuler dans les entreprises qui ne correspondent pas à leurs engagements. Les générations les plus jeunes sont aussi plus enclines à modifier leurs pratiques de consommation à cause de l'impact environnemental : 37 % des 18-24 ans qui mangent bio le font pour des raisons de bien-être

animal, tandis que la santé individuelle prime pour les autres tranches d'âge. L'environnement est ainsi devenu un enjeu majeur pour les 18-30 ans : 32 % d'entre eux le placent en tête des priorités, devant l'immigration et le chômage, soit la proportion la plus forte jamais enregistrée sur cet indicateur en quarante ans d'enquête. Des chiffres qui, au regard de l'urgence écologique, apportent une lueur d'espoir.

Les entreprises face aux attentes de la société

Et les entreprises dans tout cela ? Depuis quelques années, de plus en plus d'entreprises privées s'engagent et développent leur « responsabilité sociétale ». Concrètement, cela signifie qu'elles cherchent à mettre en place des actions à impact environnemental, social ou éthique. Acteurs en quête de légitimité, elles nouent des partenariats de plus en plus stratégiques avec certaines associations, jusqu'à parfois tenter de les remplacer. L'économie sociale et solidaire a le vent en poupe, certes, mais les attentes des citoyens sont réelles, et ces derniers débusquent bien volontiers les initiatives relevant du greenwashing (un engagement écologique de façade). L'occasion, pour les entreprises, de prendre pleinement conscience du rôle qu'elles ont à jouer au sein de la société ?



OURS

Direction de
la publication

**Croix-Rouge
française**

Conception éditoriale

Usbek & Rica

Illustrations

Simon Bailly

Secrétaire de rédaction

Jordy Niess

Direction artistique
et graphisme

**Alice Jauneau
Valérian
Charmasson**

Direction de projet

**Louise Baticle
Alice Carnec
Cassandra
Paléologue**

Crédits Photos

**Unsplash
Louis Witter
Alex
Bonnemaison**



Imaginer
demain
www.croix-rouge.fr